

Ça presse la C.G.T

Châteaubriant, plus que jamais dire non au fascisme

Soixante-douze ans après la fusillade de Châteaubriant, chacun veut garder en mémoire la dimension du mot « résistance ». Dans le collimateur : l'extrême droite et la domination du patronat.



18 OCTOBRE 2013 nvo

FISCALITE 20 MILLIARDS D'EUROS POUR RIEN ?

Etude. Colossal cadeau fiscal accordé aux entreprises, le crédit d'impôt-compétitivité coûtera 13 milliards d'euros à l'État en 2014 et 20 milliards en 2015. Selon l'INSEE, le dispositif aurait permis de créer 15 000 emplois directs cette année, chiffre à prendre pour l'instant avec des pincettes. Mais même s'il était confirmé, cela voudrait dire que chaque emploi aurait coûté la bagatelle de 866 000 euros ! Une chose est sûre, le CICE est capté à 73 % par des entreprises non ou peu exportatrices : les gains, en matière de « compétitivité », sont donc nuls.

Châteaubriant (Loire-Atlantique), envoyée spéciale.

Des tambours au loin, à peine audibles. Les musiciens de la fanfare ouvrent la marche aux enfants brandissant à bout de bras des photos de Jean Moulin, des écrits de Guy Môquet. Des visages et des mots, emblèmes de ce 72^e anniversaire de la fusillade de Châteaubriant. Dans le cortège, Céline aide sa fille à rythmer ses pas avant d'entrer dans la carrière. « Les personnes qui ont vécu la guerre, notamment ses grands-parents, disparaissent et sans ces événements, les enfants ne se rendront pas compte que ce n'était pas si loin », confie-t-elle. Dans la carrière, face à près d'un millier de personnes, vient le traditionnel dépôt de gerbes. Et sous une pluie battante, chacun reste recueilli, debout face aux poteaux alignés, écoutant les noms de ceux qui, par groupe de neuf, ont péri sous le feu des SS. Hubert Doucet, secrétaire général de l'Amicale de Châteaubriant, rappelle qu'à la Libération, au « plus jamais la guerre » sera ajouté « ceux qui se prétendent recourir, prennent du pouvoir en faisant ressurgir les thèses de l'infériorité des races, en prononçant le be-



Dépôt d'une gerbe de fleur par Thierry Le Paon, secrétaire général de la CGT.

Au « plus jamais la guerre » sera ajouté « plus jamais le fascisme ».

le remplaçant d'Odette Niels, présidente de l'Amicale, absente, « être dignes d'eux pour nous », c'est résister à « ceux qui se prétendent recourir, prennent du pouvoir en faisant ressurgir les thèses de l'infériorité des races, en prononçant le be-

soin d'ordre ». Cette extrême droite apparaît comme « la filiation directe » du fascisme de la guerre. Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT, à son tour, rejoint cette idée : « L'avenir vient de loin. La bête a son ventre encore fécond », estime-t-il avant d'ajouter qu'il fait « le serment » que « la CGT combattra ces thèses contraires à nos valeurs » et s'adressant aux fusillés : « Votre mort nous éclaire. Nous savons jusqu'où nos adversaires de classe peuvent aller. » Il rappelle les

grandes grèves du monde ouvrier pendant la guerre qui doivent trouver écho dans les luttes actuelles. Selon lui, « quelles que soient les manœuvres de l'adversaire, les divisions, partir des revendications permet d'unir et de surmonter les obstacles. » Il observe qu'« en finir avec la protection sociale, les garanties collectives, les services publics hantent toujours le patronat ». Autant d'« acharnement contre les syndicats » qui le convainc de poursuivre la bataille.

AUDREY LOUSSOUARN

L'HUMANITÉ . LUNDI 21 OCTOBRE 2013

LES IMPÔTS DES MÉNAGES

16,5 millions
Nombre de foyers qui paient l'impôt sur le revenu en 2013.

2,65 millions
Nombre de foyers devenus imposables en 2013 et qui ne l'étaient pas en 2012.

44 %
Pourcentage de foyers fiscaux qui ont vu leur impôt sur le revenu augmenter en 2013.

HD - 17 AU 23 OCTOBRE 2013

LES PLUS BELLES NICHES FISCALES DES ENTREPRISES

LE CRÉDIT IMPÔT COMPÉTIVITÉ EMPLOI (CICE)
9,7 milliards d'euros d'allègements en 2014, 20 milliards d'euros en 2015.

LE CRÉDIT IMPÔT RECHERCHE
5,8 milliards d'euros d'allègements en 2014.

LA NICHE COPÉ
6,9 milliards d'euros d'allègements en 2012, 6,9 milliards d'euros d'allègements en 2013 (estimation), 5,5 milliards d'euros en 2013 (estimation).

HD - 17 AU 23 OCTOBRE 2013

Les sous-traitants font la fête, les salariés trinquent

Vendredi, la CGT a manifesté devant le Salon international des équipementiers automobiles pour dénoncer la dégradation des conditions de travail et avancer ses contre-propositions.

Alors que se tenait le grand raout des équipementiers automobiles, la fédération des travailleurs de la métallurgie CGT en a profité vendredi pour rappeler le carnage social dans la branche. Une centaine de salariés des équipementiers automobiles de rang 1 et rang 2, comme Valeo, Delphi, TRW ou Altia, sont venus pour témoigner de l'aggravation des conditions de travail et des menaces sur l'emploi. Parlant de « responsabilité partagée » entre don-

neurs d'ordres et sous-traitants, la CGT dénonce « la pression que font peser les constructeurs par leurs stratégies de réduction des prix d'achats ». Pour autant, les équipementiers ne sont pas toujours étranglés par les contraintes de leurs donneurs d'ordres, et c'est souvent pour accroître leur marge et non pas pour survivre que ces entreprises rongent sur les coûts salariaux. Pour Christophe Depierre, secrétaire CGT dans l'usine TRW de Longvilly, près de Dijon, c'est bien l'équipementier qui a pris la décision de fermer le site et de

sacrifier ses 146 emplois pour regrouper la production des pièces de direction assistée en Pologne. Et ce, alors que le groupe a engrangé plus d'un milliard de dollars de profit l'année dernière. Quand ce n'est pas l'emploi qui trinque, les groupes cherchent à « affaiblir les acquis sociaux des salariés », constate Denis Bréand, voyant poindre dans le groupe les fameux accords de compétitivité qui se multiplient. Face à cette offensive en cascade du patronat de l'automobile, les syndicalistes tentent de combattre la résignation des

salariés. Dans une brochure intitulée « Mise en place d'une politique industrielle et sociale dans la filière automobile », la CGT fournit trente-quatre propositions, dont l'abolition des méthodes de lean manufacturing, génératrices de stress et de maladies, la création de comités interentreprises pour une plus grande transparence entre donneurs d'ordres, sous-traitants, salariés et pouvoirs publics, et la mise en place d'un droit de veto des CE concernant les plans de suppressions d'emplois.

LOAN NGUYEN

17 AU 23 OCTOBRE 2013 - HD - 15

FONCTION PUBLIQUE LES RISQUES PSYCHOSOCIAUX SOUS SURVEILLANCE

Accord. La fonction publique va s'attaquer aux risques psychosociaux. Six des huit syndicats (CGT, CFDT, CFTC, CFE-CGC, UNSA et FSU) représentatifs des quelque 5 millions d'agents ont signé un accord-cadre de prévention. Seul FO ne s'est pas encore prononcé tandis que Solidaire a annoncé qu'il ne le signerait pas. Le texte prévoit la réalisation par les employeurs d'ici à 2015 « de plans d'évaluation et de prévention » visant à réduire les risques. Un premier bilan sera effectué au premier semestre 2016. L'accord prévoit aussi le renforcement des moyens des CHSCT contre ces atteintes à la santé, notamment en augmentant les heures de délégation, ainsi que des moyens de la médecine de prévention.

L'HUMANITÉ . LUNDI 21 OCTOBRE 2013

LA SEMAINE DE CHARB

